Avoir les mains libres

DANS l'ambiance de crise de la période actuelle, le mouvement de la gauche réformiste se caractérise par deux faits principaux: la division au sein des partenaires du Programme commun, une stratégie syndicale qui vise à aligner les organisations de masse sur les nécessités du développement propre à chacun des deux principaux signataires du Programme commun.
Depuis plus de dix ans, la stratégie du Parti communiste repose sur «l'union de toutes les forces antimonopolistes». Le programme commun est la concrétisation de cette stratégie. Il est fondé sur l'idée que:

«L'union ne doit pas se faire par un ralliement aux intérêts spécifiques de la classe ouvrière, mais sur la base de la défense d'intérêts à la fois communs sur le plan national et diversifiés selon les couches sociales concernées…» (*France nouvelle*, hebdomadaire du P.C.F., 29-10 - 4-11-74.)

L'analyse du Parti communiste peut se résumer ainsi: au sein même de la classe capitaliste il existe deux fractions: le petit capital et le grand capital. Le premier est assimilé au capital national, le second au capital international. Il est nécessaire de barrer la route aux firmes multinationales qui investissent l'économie française et la rendent dépendante du capital étranger.

Il faut donc réunir dans une même coalition toutes les forces qui s'opposent aux grands monopoles et qui veulent préserver l'indépendance de la France. La classe ouvrière est partie prenante de ce mouvement d'opposition car, nous dit-on, la «politique rétrograde» qui refuse toute réforme sociale et toute amélioration de la situation matérielle des travailleurs est directement liée à l'emprise des grands monopoles et du capital étranger sur l'économie française. Amélioration de la condition ouvrière et indépendance nationale vont donc de pair. Cette union doit être la plus large possible.

Dans la déclaration de Georges Marchais au congrès du P.C.F. de Vitry, on peut lire:

«La France ne se divise pas en deux moitiés dont les intérêts seraient diamétralement opposés. La ligne de partage décisive se situe entre, d'une part, l'immense masse des Français qui vivent de leur travail et servent le pays et, d'autre part, la caste étroite qui possède et domine l'économie et l'État. Tous ceux-là peuvent s'unir parce qu'ils ont aujourd'hui un intérêt commun: secouer le joug du grand capital, sortir la France de l'ornière, mieux vivre et travailler dans la sécurité et la liberté.»

Le XXIe congrès du Parti communiste

Au lendemain des élections de mars 1974, le XXIe congrès du Parti communiste français a eu pour but de confirmer les thèses de l'union du peuple de France, mais aussi de reprendre en main l'organisation conditionnée par plusieurs années d'activités électorales exclusives.

Il était nécessaire à la fois d'expliquer aux militants peu sensibles aux subtilités des alliances contre nature, les nécessités de l'ouverture à droite, et de mettre en œuvre une batterie de justifications théoriques à cette ouverture.

Si le P.C.F. reconnaît bien l'existence de deux classes fondamentales entre lesquelles se situent des couches intermédiaires, sa définition de la bourgeoisie est curieuse: elle se limite au secteur des grands monopoles. Dans les *Cahiers du Communisme* d'avril 1974, les artisans, petits patrons, petites et moyennes entreprises, mais aussi les «grandes entreprises du secteur non monopoliste» sont placées dans un «degré intermédiaire entre les deux classes fondamentales».

Ailleurs, dans *France nouvelle*, les petites et moyennes entreprises sont considérées comme de simples «collecteurs de

plus-value» au profit des monopoles, ce qui permet, en leur donnant un rôle passif, d'amenuiser leur rôle dans l'exploitation du prolétariat.

Une distinction avait déjà été faite entre petites et moyennes entreprises et grand capital (grand capital national + multinationales).

Maintenant l'ennemi se réduit aux groupes multinationaux, ce qui du coup place l'ensemble du capital national, «grand capital» national compris, du bon côté de la barrière. Une telle argumentation amène nécessairement des militants à se poser des questions. Dans la tribune de discussion ouverte par *l'Humanité*, on peut lire, le 23-9-1974:

«La ligne de démarcation ne passe plus entre grandes entreprises et P.M.E., mais entre groupes déjà multinationaux et entreprises de toutes tailles dont aujourd'hui l'activité se réalise sur le territoire national.»

Ce même militant conclut en demandant:

«Pourrait-on alors considérer que notre attitude de principe à l'égard du capital jusque-là dominant, aujourd'hui dévalorisé, doit être la même qu'à l'égard des P.M.E.? Peut-on envisager que les salariés des Ciments français manifestent avec leurs patrons?»

On commence par collaborer avec les petits patrons et on finit avec les monopoles nationaux... Le soutien aux petites entreprises contre les monopoles consiste à rendre au marché la souplesse de la période de libre concurrence. C'est, historiquement, un pas en arrière, à une époque où le mot d'ordre du prolétariat doit être: SUPPRESSION DU MARCHÉ!

En outre, qui dit concurrence dit compétitivité. Or celle-ci, en ce qui concerne la petite entreprise, est directement liée au taux d'exploitation subi par l'ouvrier. L'alliance avec les P.M.E. ne peut signifier qu'une trêve entre patrons et

ouvriers, dont ces derniers feraient les frais.

La sérénité du XXl^{e} congrès du Parti communiste devait être troublée par les résultats des élections législatives partielles. Le P.C. perdait des voix dans cinq circonscriptions sur six au profit des socialistes. Alors que le congrès avait pour but d'expliquer les besoins de l'ouverture à droite, cette même ouverture était sanctionnée par un échec aux élections qui profitaient aux socialistes! Ces mêmes socialistes tenaient à peu près au même moment des «Assises pour le socialisme» dont le document préparatoire contenait une critique de gauche contre le P.C.F.!

Cet événement allait tourner une page dans les relations entre le P.C. et le P.S. Pour ne pas se laisser déborder sur la gauche par le P.S., le Parti communiste va prendre l'initiative d'actions qui, si elles avaient été menées par d'autres, auraient été qualifiées d'«aventuristes»: occupation des bureaux du ministre du Travail par les élus du P.C.F., envahissement de l'antichambre du secrétariat d'État au Logement, occupations d'agences nationales pour l'emploi par les jeunesses communistes.

Querelle P.C.-P.S.

Au lendemain des élections partielles, le P.C.F. ouvre les hostilités. En signant le Programme commun, le P.C. savait qu'il contribuerait grandement à renforcer le P.S.

Mais le but de l'accord était que le P.S. attire sur la droite un électorat que le P.C. savait ne jamais pouvoir gagner. Or précisément, le P.S. gagne des voix à gauche, dans le mouvement ouvrier, au détriment du P.C. Si ce dernier peut accepter de perdre la première place au plan électoral, il ne peut se permettre de perdre en même temps son hégémonie dans la classe ouvrière. Le durcissement apparent du P.C. a donc pour but de se présenter devant la classe ouvrière et devant ses propres militants comme le seul parti ouvrier.

D’autre part, le Programme commun avait été élaboré dans la perspective d’un taux de croissance de 7 à 8%. Prendre le pouvoir actuellement obligerait les nouveaux gouvernants aux choix suivants:

1) Maintenir le régime capitaliste, l’économie de marché et de profit, et donc prendre des mesures d’austérité contre la classe ouvrière.

2) Ou alors: satisfaire les revendications ouvrières, prendre des mesures radicales et liquider l’économie de marché dans ses formes actuelles, instaurer une planification rigoureuse de type capitaliste d’État.

Le Parti communiste, aussi bien que le Parti socialiste, ne veulent pas être obligés de choisir entre ces deux solutions. Ne tenant pas du tout à adopter la deuxième solution, ils pensent que le moment actuel est le plus mal choisi pour prendre le pouvoir. Pendant longtemps, le P.C. a nié l’existence d’une crise économique internationale. Minimisant les causes réelles de la crise, mettant en cause la mauvaise gestion des monopoles, la rapacité du «grand patronat».

Aujourd’hui, il a fini par la reconnaître mais en même temps il refuse de la gérer dans les conditions actuelles.

Les perspectives actuelles de l’union de la gauche sont les suivantes:

1) Les dirigeants socialistes et communistes s’engageraient réellement dans la défense de la classe ouvrière et organiseraient l’action sur le terrain de classe dans la lutte syndicale; mais cela risquerait de déclencher un processus de grève générale qui pourrait porter l’union de la gauche au pouvoir par une mobilisation extra-parlementaire.

2) Les dirigeants socialistes et communistes se refusent de poser le problème de la prise du pouvoir, du renversement du gouvernement Giscard-Chirac parce que le moment est le plus

mal choisi qui soit, et attendent une échéance électorale plus favorable. Les mouvements de grève récents montrent assez que c'est cette politique que pratiquent le P.C. et le P.S. : P.T.T., S.N.C.F., Néogravure, Georges-Lang, Renault, etc.

J. Colpin, devant le Comité central du P.C.F. des 20-21 janvier, déclare qu'il vaut mieux «persuader les travailleurs, les démocrates, que la victoire exigera un puissant rassemblement populaire largement majoritaire, sanctionné le moment venu par le suffrage universel et qu'il faut le préparer dans le développement des luttes quotidiennes».

En clair, cela signifie: attendons 1978 et faisons juste ce qu'il faut de luttes revendicatives pour maintenir notre contrôle sur les masses...

Il résulte de cela que l'ordre du jour n'est pas la prise du pouvoir. L'alliance P.C.-P.S. perd de son intérêt immédiat. En plus, la querelle P.C.-P.S. présente un avantage: elle brise dans l'esprit des travailleurs l'élan unitaire et coupe court aux perspectives d'une grève générale qui renverserait le gouvernement Giscard-Chirac dans le moment le plus défavorable pour l'union de la gauche. Dans cette polémique, le P.S. fait figure d'agressé. Mais que lui reproche au juste le P.C.F.? «…Les conditions dans lesquelles il s'affirme prêt à participer au pouvoir avec Giscard d'Estaing ne sont pas claires», dit G. Plissonnier.

Mais ce dernier oublie qu'au moment des législatives de 1973, le P.C. et le P.S. se déclaraient prêts il participer au pouvoir en gardant Pompidou. D'ailleurs, Georges Marchais, en janvier 1973, déclarait:

«Dès lors qu'une majorité de gauche serait élue, le président de la République devra désigner un Premier ministre dans cette majorité et accepter la formation d'un gouvernement de la gauche unie appliquant la politique voulue par le pays.»

Si le P.C.F. dénonce les tentations du Parti socialiste vers

les alliances avec la droite, il pratique lui-même une politique d'alliances avec les patrons «non monopolistes», les cadres, les gaullistes. Le Parti communiste demande constamment à Mitterrand de réaffirmer son attachement au Programme commun, mais il avait accepté, pendant la campagne des élections présidentielles, de soutenir Mitterrand sur la base d'une charte distincte au Programme commun, et qui prévoyait la formation d'un gouvernement formé de personnalités, communistes inclus, et non formé des partis de gauche en tant que tels. Alors, Mitterrand-Marchais, bonnet blanc-blanc bonnet?

La querelle P.C.-P.S. n'est qu'un voile jeté devant les yeux des travailleurs pour les empêcher de mener des actions sur le terrain de classe qui pourraient rompre les règles du jeu électoral.

En s'alliant avec le P.S., le Parti communiste cherche à se montrer devant les classes moyennes, et une partie de la bourgeoisie, comme un parti de gouvernement, un parti crédible, responsable.

Quant au Parti socialiste, sa montée dans la classe ouvrière est directement liée avec son alliance avec le P.C.F. S'engager dans une politique trop ouvertement à droite, remettre en cause le Programme commun serait pour lui un suicide politique. Il détacherait de lui les nombreux adhérents gagnés par son actuel «cours à gauche».

P.C. et P.S. ont l'un et l'autre trop besoin de maintenir les accords signés pour que la «querelle» soit autre chose qu'une action dictée par la nécessité, en cette période post-électorale, de reprendre en main ses militants pour le premier, d'organiser ses forces pour le second. La «querelle» n'a de sens que si on a à l'esprit que les élections sont encore loin dans l'avenir, que chaque parti cherche à se renforcer, à rééquilibrer les forces en vue des prochaines consultations électorales. D'ici là, il sera toujours temps

d’organiser de spectaculaires réconciliations...

Les assises

Presque au même moment où se déroulait le congrès du P.C.F., avaient lieu des «Assises pour le socialisme» (les 12 et 13 octobre 1974) qui avaient pour objectif de rassembler un courant autour du Parti socialiste parmi les militants du P.S.U. et de la C.F.D.T.

II fallait profiter de l’élan donné par les présidentielles pour constituer un grand courant de gauche non communiste. «Il s’agit, à partir d’un texte élaboré en commun sur un projet de société, de rassembler tous les socialistes dans le même Parti socialiste», dit Pierre Mauroy dans *l’Unité*, n°127. Ce projet fut un échec. Tout au plus a-t-il permis de rallier une petite partie du P.S.U. et des cadres de la C.F.D.T., ceux qui étaient de toute façon déjà convaincus.

La participation de dirigeants de cette centrale, au titre de la C.F.D.T. et sans mandat, a soulevé une vague de protestations à la base. L’opération «congrès du P.S.U.», où le dirigeant de ce parti, Michel Roccard, devait ramener ce parti au sein du Parti socialiste, a été un fiasco complet.

Tout au plus les assises ont-elles permis d’affirmer la vocation du P.S. à constituer une alternative social-démocrate au Parti communiste. Dans ce sens-là, l’opération a été suffisamment réussie pour que le P.C. s’en inquiète. Dans *l’Humanité*, on peut lire en effet le 25 octobre 1974:

«Le mot d’ordre constamment répété de la nécessité d’un prétendu rééquilibrage des forces de gauche prend un caractère de plus en plus pernicieux parce qu’il comporte, lui aussi, l’idée de réduire l’influence communiste.»

Jouant l’indignation vertueuse, le Parti communiste déclare que l’émulation, c’est très bien, mais qu’elle «ne peut consister, pour l’un des partenaires, à se donner pour

objectif de se renforcer au détriment de l’autre pour imposer sa volonté».

«Nous sommes fondés à nous demander si tel n’est pas, au-delà de la gauche, l’objectif du Parti socialiste quand nous lisons, dans la déclaration finale des Assises: “L’heure peut être proche où le socialisme français aura à jouer un rôle déterminant dans la responsabilité du pouvoir, ce qui revient à dire que le Parti socialiste s’attribuerait le pouvoir de décision.”»

Pendant la campagne électorale, une vague d’adhésions avait gonflé les rangs du Parti socialiste. Les Assises n’ont pas contribué à les gonfler beaucoup plus: la montée du P.S. est essentiellement électorale, pas militante. Voyons rapidement le processus de cette montée.

La montée du Parti socialiste

En 1969, le Parti socialiste a environ 50.000 adhérents, un nombre infiniment moins élevé de militants. Ses liens avec la classe ouvrière sont très lointains, ils n’existent que par les relations du parti avec les bureaucraties de la F.E.N. et de F.O.

Le P.S. n’a pas de sections d’entreprise, contrairement au Parti communiste. Son apparition dans les entreprises est quasi nulle. C’est une ruine, mais une ruine qui a encore des murs solides. Aux moments les plus bas, il conservera environ 15% des voix dans le corps électoral. Ce qui fait la force du P.S. est son implantation dans les municipalités: 30.000 élus locaux se réclament de lui en 1969.

En 1967, une fraction se dégage qui affirme la nécessité de rénover le parti. La condition de cette rénovation est l’alliance avec le Parti communiste. Mitterrand reprendra cette idée en 1971. Au congrès d’Epinay, une majorité se dégage en faveur de la nouvelle orientation, regroupant la

tendance de «gauche» (C.E.RE.S.) et la vieille bureaucratie municipale.

Le bilan de ce cours nouveau est positif: le Parti socialiste compte aujourd'hui 140.000 adhérents. Des sections se créent dans des régions où le parti était jusque-là absent. Des militants du P.S.U. et de la C.F.D.T. adhèrent. Des sections d'entreprise commencent à se créer: 800 environ, contre plus de 5.000 pour le parti communiste...

Mais c'est surtout au niveau électoral que le P.S. progresse. Aux législatives de 1973, l'Union de la gauche démocrate et socialiste de Mitterrand, alliée au radicaux de gauche, gagne 1.300.000 électeurs sur 1968 et atteint presque le score du P.C. (20,65% pour l'U.G.D.S. contre 21,34% pour le P.C.).

L'électorat du P.S. se rajeunit et se développe dans les villes. Les ouvriers représentent 27% de son électorat, 1.800.000 voix (contre 2.600.000 pour le P.C.); les employés 21% de son électorat. Cela signifie que 48% des électeurs du Parti socialiste sont des travailleurs soumis à l'exploitation capitaliste.

Parallèlement, le Parti socialiste développe son influence au plan syndical, en incitant ses adhérents à s'inscrire à la C.F.D.T., et en incitant les adhérents de la C.F.D.T. à s'inscrire au P.S. Précisons qu'au niveau de l'appareil dirigeant de la C.F.D.T., les liens existent depuis un certain temps, depuis que le P.S. avait opportunément choisi l'option «autogestionnaire».

Il reste que la capacité d'organisation et de mobilisation du P.S. reste très faible dans la classe ouvrière. C'est ce qui explique le refus systématique du Parti socialiste devant toute proposition du Parti communiste visant à une action unitaire à la base. Le P.S. montrerait sa faiblesse à la fois en quantité et en qualité. Ses militants seraient débordés par le nombre et ce serait également une révélation du faible

niveau politique de ses cadres. Faisant allusion au dernier congrès du Parti socialiste à Pau, le Parti communiste avait raison de dire qu'il «n'a pas été un congrès tourné vers les luttes, exprimant la volonté de combat des masses populaires, on n'y a pas entendu la voix des entreprises, des bureaux…»

C'est précisément pour pallier cette déficience que le P.S. avait organisé les Assises avec la collaboration empressée d'une partie importante de la bureaucratie de la C.F.D.T.

Le P.S. dans la C.F.D.T.

La justification des militants de la C.F.D.T. favorables à la tenue des Assises était que l'entrée en masse d'adhérents C.F.D.T. au P.S. permettrait de contrôler et d'orienter le parti. L'argument n'a pas convaincu. La direction de la C.F.D.T. rêve depuis quinze ans d'un parti auquel elle pourrait se rattacher, dans lequel elle formerait une gauche syndicale, où elle pourrait impulser des orientations. Ce rêve ayant échoué, la direction de la C.F.D.T. se trouve désemparée. Elle avait mal analysé la situation, et en particulier les raisons pour lesquelles ses adhérents ont voté Mitterrand. Cette mauvaise analyse tient en grande partie à la structure interne de la confédération. Il y a une coupure énorme entre l'appareil et la base, et l'information ne circule pas. D'autre part, cet appareil confédéral est constitué d'une grande quantité de secrétaires confédéraux, conseillers techniques, qui n'ont jamais travaillé, qui n'ont aucune expérience syndicale, et qui sont des universitaires ou anciens élèves des grandes écoles : Sciences po ou Ecole nationale d'administration.

Après 1968, la C.F.D.T. s'était développée sur des positions «originales», sinon très claires, en opposition à celles de la C.G.T. Ces positions ont permis de former une frange de militants qui ont montré à travers la grève de Lip leur capacité d'organisation. À la suite de l'élection présidentielle, un accord C.G.T.-C.F.D.T. a été signé qui

constitue un reniement implicite de la grève de Lip et qui amène un alignement de la C.F.D.T. sur la C.G.T., sur la plupart des questions: hiérarchie, augmentations uniformes, etc.

Parallèlement, pour contrebalancer l'opposition de certaines structures de base (sections syndicales, syndicats), par rapport aux impératifs du développement du Parti socialiste, la direction confédérale renforce l'appareil: on tente de donner le pouvoir aux régions plutôt qu'aux syndicats, de limiter le rôle de l'interprofessionnel, en démantelant les unions départementales au profit de structures mieux contrôlées par l'appareil, en centralisant l'argent, ce qui permet d'étouffer les syndicats oppositionnels.

Le résultat est que les adhérents participent de moins en moins à la vie syndicale. À une récente réunion du syndicat de la métallurgie de la région parisienne, il y avait 7 présents, sur 35.000 adhérents... Les militants de base ont tendance à se replier sur leur section d'entreprise et à se désintéresser du reste. C'est d'ailleurs ce que veut l'appareil confédéral: avoir les mains libres.